

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des  
Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

Bordeaux, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERRE ATLANTIQUE (ex COOP ST JEAN d'Y)**

Bel air route de véron  
BP 364  
17400 Saint-Jean-D'angély

Références : -

Code AIOT : 0007203122

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement TERRE ATLANTIQUE (ex COOP ST JEAN d'Y) implanté 2 route de Mondevis - Minargent 17470 Aulnay. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite se déroule dans le cadre d'une opération coup de poing relative aux conditions de stockage des produits chimiques, réalisée à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRE ATLANTIQUE (ex COOP ST JEAN d'Y)

- 2 route de Mondevis - Minargent 17470 Aulnay
- Code AIOT : 0007203122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative Terre Atlantique exploite un ensemble de silos de stockage de céréales sur Aulnay composés de 2 silos verticaux, de bâtiments de stockage d'engrais vrac et d'autres installations diverses.

La coopérative est la fusion de 3 coopératives, et exploite 43 sites en Charente-Maritime et Deux-Sèvres.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 5  | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Préfectoral du 11/12/1990, article 12.2 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Situation administrative                                       | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9 | Sans objet        |
| 2  | Etat des stocks de produits chimiques                          | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49            | Sans objet        |
| 3  | Fiche de données de sécurité ( FDS)                            | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,       | Sans objet        |
| 4  | Mesures de maîtrise des Risques                                | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5          | Sans objet        |
| 6  | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II         | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a montré une bonne maîtrise de la gestion de ses stocks et des obligations élémentaires en matière de gestion des produits chimiques.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

|   |                                      |             |  |
|---|--------------------------------------|-------------|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9  |                                      |             |  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des activités  |                                      |             |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |                                      |             |  |
| Classement du site d'Aulnay au titre de la nomenclature des ICPE.   |                                      |             |  |
| <b>Constats :</b>   |                                      |             |  |
| L'arrêté réglementant le site est l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1990. Le site y est autorisé pour :   |                                      |             |  |
| Désignation de l'installation   | Ancienne rubrique de la nomenclature | Régime      |  |
| Nettoyage, séchage, travail des grains (puissance des machines supérieure à 315kW)  | 89-1°                                | A           |  |
| Silos de stockage de céréales d'un volume total de 26 360 m3  | 376 bis 1°                           | A           |  |
| Combustion de gaz propane - puissance thermique de 9,28MW   | 153 bis-B-2°                         | D           |  |
| Dépôt de gaz combustible (propane) d'un volume de 100m3   | 211-B-1°                             | D           |  |
| La nomenclature des installations classées ayant évolué depuis cette prise d'acte, l'exploitant a déclaré lors de la visite d'inspection se positionner de la manière suivante sur la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : |                                      |             |  |
| Rubrique ICPE   | Libellé de la rubrique ICPE          | Statut ICPE | Positionnement de l'exploitant sur les différentes rubriques |

|         |   |    |   |
|---------|---|----|---|
| 2160-2a | <p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p>   | A  | <p>L'exploitant a indiqué exploiter 2 silos de stockage de céréales, avec les capacités maximales de stockage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le silo n°3 : 13 220 m<sup>3</sup></li> <li>- le silo n°4 : 13 140 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Soit un volume total de 26 660 m<sup>3</sup>.</p> |
| 2260-1b | <p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épilage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315,</p> | NC | <p>L'exploitant a déclaré mettre en oeuvre un appareil de nettoyage/séparation d'une puissance de 415 kW.</p> <p>L'exploitant ne se positionne pour autant pas sur cette rubrique car il considère être déjà classé sur cette activité au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des ICPE.</p>                    |

|         |   |    |   |
|---------|---|----|---|
|         | <p>2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</p> |    |   |
| 2260-2b | <p>2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 1 MW mais inférieure ou égale à 20 MW</p>   | DC | L'exploitant indique mettre en oeuvre sur site 1 séchoir d'une puissance nominale totale de : 9.5 MW  |
| 2175    | <p>Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m<sup>3</sup></p>  | D  | <p>L'exploitant indique mettre en oeuvre sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cuve de 68 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 cuve de 50 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Soit une capacité totale de 118 m<sup>3</sup></p> |
| 4718-2b | <p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été</p>  | DC | <p>L'exploitant indique mettre en oeuvre 1 cuve de stockage de gaz propane dans les conditions suivantes :</p> <p>Volume cuve : 100m<sup>3</sup></p>  |

|        |   |    |   |
|--------|---|----|---|
|        | <p>affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p> |    | <p>Volume cuve : 100m<sup>3</sup></p> <p>Tonnage susceptible d'être stocké = 43.6 tonnes</p>    |
| 4702-I | <p>I. Engrais composés à base de nitrate d'ammonium susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : -</p>   | NC | <p>L'exploitant indique qu'aucun stockage de ce type est effectué au sein de l'installation</p> |

|         |   |    |   |
|---------|---|----|---|
|         | <p>de 15,75 % en poids ou moins sans limitation de teneur en matières combustibles ; - comprise entre 15,75 % et 24,5 % en poids et qui soit contiennent au maximum 0,4 % de matières organiques ou combustibles au total, soit sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 (*) du règlement européen n°2003/2003</p>  |    |   |
| 4702-II | <p>II. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure à 15,75 %</p> | NC | <p>L'exploitant indique qu'aucun stockage de ce type est effectué au sein de l'installation</p> |



|          |  |    |   |
|----------|--|----|---|
|          | <p>en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %.</p>  |    |   |
| 4702-III | <p>III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids. La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 250 t<br/> b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t<br/> c) Inférieure à 500 t comportant une quantité en vrac d'engrais, dont la teneur en azote due</p> | NC | <p>L'exploitant indique en mettre en oeuvre un tonnage maximum stocké de 499 tonnes sur cette rubrique ; il indique que les proportions de nitrate d'ammonium dans les engrais stockés sur le site et appartenant à ce type III sont très majoritairement inférieurs à 28%.</p> |

|         |   |    |  |
|---------|---|----|--|
|         | a u n i t r a t e<br>d'ammonium est<br>supérieure à 28 % en<br>poids, supérieure ou<br>égale à 250 t  |    |  |
| 4702-IV | IV. Engrais simples et<br>composés solides à<br>base de nitrate<br>d'ammonium ne<br>répondant pas aux<br>critères I, II ou III<br>(engrais simples et<br>engrais composés<br>non susceptibles de<br>s u b i r u n e<br>décomposition auto-<br>entretenue dans<br>lesquels la teneur en<br>azote due au nitrate<br>d'ammonium est<br>inférieure à 24,5 %). | NC | L'exploitant indique<br>en mettre en oeuvre<br>pour un tonnage<br>maximum stocké de<br>999 tonnes, donc en<br>dessous du seuil de<br>classement. |
| 4510    | Dangereux pour<br>l'environnement<br>aquatique de<br>catégorie aiguë 1 ou<br>chronique 1.   | NC | L'exploitant indique<br>stocker une masse de<br>substance totale<br>inférieure au seuil de<br>classement de cette<br>rubrique.                   |
| 4511    | Dangereux pour<br>l'environnement<br>aquatique de<br>catégorie chronique<br>2   | NC | L'exploitant indique<br>stocker une masse de<br>substance totale<br>inférieure au seuil de<br>classement de cette<br>rubrique.                   |

La mise à jour de la situation administrative devra être réalisée par arrêté préfectoral complémentaire. Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant de garder une copie physique de l'arrêté préfectoral de 1990 sus mentionné, ou a minima de le rendre accessible sur le site d'Aulnay, ce qui n'a pas été rendu possible lors de la visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral du site, l'exploitant transmet au bureau de l'environnement de la Préfecture le tableau des rubriques actualisé. Sur cette base, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 2 : Etat des stocks de produits chimiques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks des produits disponibles sur le site, consultable via un logiciel ERP, qui permet un suivi en temps réel des différents produits utilisés. Ce site est accessible depuis le siège de Terre-Atlantique, tout comme aux magasiniers du site d'Aulnay depuis la salle "accueil", en cas de besoin.</p> <p>Cet état des stocks est décliné pour les différentes catégories de produits présents et stockés sur sites (notamment : engrais, produits phytosanitaires, semences).</p> <p>Les volumes indiqués dans l'état des stocks pour les deux produits examinés par sondage (sulfonitrate d'ammoniaque, pour 3,6 tonnes et IronMax pour 2,6 tonnes) sont cohérents avec le stock effectivement présent sur site.</p> <p>Une vigilance devra être accordée à la bonne lecture de l'état des stocks et à la parfaite appropriation de l'outil par chacun, une confusion ayant été faite en séance entre "l'état initial du stock" (valeur en début de gestion) et l'état actuel du stock.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 3 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 ; Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La capacité de l'exploitant à mettre à disposition les FDS est contrôlée, par sondage, au sein de deux catégories de produits présents sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les produits phytosanitaires ;</li> </ul>   |

- les engrais

S'agissant des produits phytosanitaires, l'accès aux FDS est réalisé via le site QUICK FDS. Elles sont mises à jour directement par le fournisseur du produit à travers l'outil.

S'agissant des engrais, l'accès aux FDS est réalisé directement sur l'espace intranet commun de la coopérative ; elles sont mises à jour en cas de besoin par le personnel de l'entreprise, après transmission par le fournisseur.

Il est vérifié sur site qu'un des magasiniers présents lors de l'inspection sait accéder aux FDS pour les deux catégories de produits présentées ci-dessus.

Par sondage, il a été demandé à l'exploitant en séance de fournir les fiches de données de sécurité des produits :

- le Gallup ST
- l'IronMax
- le sulfonitrate d'ammoniaque

Les FDS sont bien mises à disposition de l'inspection. Ces FDS ont été mises à jour après 2020 et sont bien disponibles en français.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mesures de maîtrise des Risques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen de certaines rubriques des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits : le sulfonitrate d'ammoniaque et l'ironmax.

De façon générale, il est constaté que chaque opérateur dispose de ses propres équipements de protection individuelle (EPI), au niveau de la salle "accueil".

- pour le sulfonitrate d'ammoniaque, il est constaté le jour de l'inspection qu'il n'est pas stocké avec des matières inflammables et des substances mentionnées comme incompatibles à la rubrique 10 (combustibles, réducteurs, acides, bases fortes, soufre, chlorates, chlorures, chromates, nitrites, permanganates, poudres métalliques et substances contenant des métaux tels que le cuivre, le nickel, le cobalt, le zinc et leurs alliages). Le lieu de stockage est propre et ordonné. Le produit n'est pas stocké à la lumière directe du soleil.

- pour l'ironmax, les dispositions de la rubrique 8 (contrôles de l'exposition/protection individuelle) peuvent être mises en oeuvre par les opérateurs en cas d'incident (port de gants de protection appropriés en cas de contact prolongé ou répété avec la peau)

. Par ailleurs, les consignes en cas d'accident mentionnées dans les FDS, notamment le lavage immédiat et abondant à l'eau, peuvent être mises en oeuvre rapidement par les intervenants grâce à la présence d'un robinet et d'une douche dans l'atelier ingrédients ainsi que dans les zones d'utilisation.

|  |
|--|
| Certaines procédures internes, comme une procédure interne en date de 2018 relative à la réception et au stockage de produits sur site, déclinent les mesures à prendre pour gérer les situations accidentelles liées au stockage. Il est constaté qu'elles sont méconnues des opérateurs. Il a été constaté qu'un affichage de consignes de sécurité déjà digérées en situation de déversement accidentel pourrait encore faciliter l'appropriation du sujet par les magasiniers. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/1990, article 12.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le sol du local de produits phytosanitaires formera une cuvette de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>- 100% de la capacité du plus grand récipient,<br>- 50% de la capacité globale des récipients associés.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Dans le hangar destiné au stockage des produits phytosanitaires (bâtiment datant de 1965), il est constaté sur site la mise sur rétention des produits phytosanitaires, via une légère surélévation & une plinthe de rétention en ciment ; l'exploitant indique qu'une légère pente permet de s'assurer du non-déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égoûts ou milieux naturels du côté de l'ouverture du hangar. Une grille peut faire passer les liquides déversés accidentellement dans une fosse souterraine qui n'a pas été visitée lors de l'inspection mais que l'exploitant déclare étanche.<br>L'exploitant indique à l'oral les dimensions approximatives du hangar: 45m par 15m par 4 cm, mais n'est pas en mesure de le confirmer lors de l'inspection. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant justifie du bon dimensionnement du dispositif de rétention dans le hangar destiné au stockage des produits phytosanitaires.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. |

**Constats :**

Cette prescription n'est pas opposable au site d'Aulnay car il est aujourd'hui autorisé en vertu d'un dossier de demande d'autorisation antérieur au 3 mars 1999 (voir article 24.B de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation)

**Type de suites proposées :** Sans suite